

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre de l'Éducation, des Affaires religieuses, de la culture et des sports ,

Montreuil, le 15 mai 2013

La FNEC FP-Force Ouvrière tient à exprimer sa plus totale solidarité avec le syndicat des enseignants OLME et avec ses revendications.

C'est avec la plus grande stupeur que nous avons appris que vous avez décidé d'engager une procédure de réquisition des enseignants, adressée individuellement à chacun d'entre eux par les services de police, pour les empêcher de faire grève.

Interdire ainsi aux enseignants d'exercer une liberté démocratique fondamentale, sous la menace directe de licenciement pour tous ceux qui se mettraient en grève est un fait sans précédent depuis la seconde guerre mondiale en Europe.

La FNEC FP-FO considère que la liberté syndicale, reconnue par les conventions 87 et 98 de l'OIT, et le droit de grève qui en est indissociable est la base de toutes les libertés démocratiques.

Avec notre confédération, la cgt Force Ouvrière, nous considérons, et la preuve en est aujourd'hui malheureusement faite, que les politiques d'austérité menées dans de nombreux pays d'Europe constituent non seulement une régression majeure pour les droits des salariés et de la population, qu'elles enfoncent l'économie dans la crise et la récession mais aussi qu'elles constituent un danger pour la démocratie.

La FNEC FP-Force Ouvrière considère totalement justifiée l'opposition d'OLME aux nouvelles mesures dévastatrices exigées par la troïka BCE-Union Européenne-FMI, que votre gouvernement s'apprête à mettre en œuvre :

- licenciement de 10 000 enseignants remplaçants d'ici septembre
- mobilité forcée d'enseignants titulaires à travers tout le pays
- augmentation des obligations de service d'enseignement de 2 à 5 heures
- nouvelles mesures de suppression de postes et de fusion d'écoles et augmentation du nombre d'élèves par classe.

Ces mesures s'ajoutent à l'ensemble des mesures déjà prises dans le cadre des memoranda dictés par la troïka :

- réduction des dépenses publiques d'éducation de 33%,
- réduction du salaire des enseignants jusqu'à 45%,
- réduction de 12% du nombre des enseignants
- fermetures d'écoles

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Éducation, nous vous demandons solennellement, de lever l'ordre de réquisition des enseignants et de faire droit aux

revendications d'OLME.

Compte tenu de la gravité de votre décision pour les libertés démocratiques, vous comprendrez que nous engagions une campagne d'information et de mobilisation des enseignants en France pour apporter leur soutien aux enseignants grecs.

Veillez recevoir, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, l'expression de nos respectueuses salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hubert Raguin', written over a light pink rectangular background.

Hubert Raguin, secrétaire général